

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

G/TMB/N/474/Add.1
30 juin 2004

(04-2792)

Organe de supervision des textiles

Original: anglais

ACCORD SUR LES TEXTILES ET LES VÊTEMENTS

Communication de l'Inde

Addendum

La communication ci-après, datée du 22 juin 2004 et adressée par la délégation de l'Inde au nom de plusieurs membres du Bureau international des textiles et des vêtements, est distribuée aux Membres de l'OMC pour information.

AMBASSADEUR
et
REPRÉSENTANT PERMANENT

Mission permanente de l'Inde auprès de l'Organisation mondiale du commerce
Genève

Monsieur le Président,

Préparation du rapport général de l'OSpT sur la mise en œuvre de l'ATV

1. J'accuse réception de votre lettre du 28 mai 2004 (référence TMB/100) sur la question susmentionnée et j'ai l'honneur de vous communiquer, au nom des coauteurs de notre précédente communication¹, les exemples précis ci-après à l'appui des points exposés dans notre communication datée du 6 mai 2004 sous la rubrique "Modifications de la classification des produits et des règles d'origine (article 4)".
2. Premièrement, en ce qui concerne l'élargissement de la définition de certains articles confectionnés en coton par suite de la modification des règles d'origine, il faut rappeler que, lors du deuxième examen majeur, nous avons exposé en détail les modifications apportées par les États-Unis à leurs règles d'origine concernant les produits textiles et les vêtements, en particulier en application de l'article 405 de leur Loi de 2000 sur le commerce extérieur et le développement promulguée le 18 mai 2000. Il convient à cet égard de se reporter aux annexes 6 et 7 du document G/TMB/N/403/Add.1, qui reprennent le contenu de notre communication concernant les modifications apportées aux règles d'origine. Pour plus de commodité, une copie de chacune de ces deux annexes est jointe à la présente.
3. Nous tenons à rappeler que, certes, un groupe spécial a déterminé sur la base d'une considération juridique étroite, que le plaignant n'avait pas réussi à démontrer que ces modifications étaient contraires aux obligations des États-Unis au titre de l'Accord sur les règles d'origine. Toutefois, la question que nous cherchons à porter à l'attention de l'OSpT dans le cadre de l'examen majeur auquel il procède actuellement concerne précisément l'élargissement de la définition de certains articles en coton dans le contexte de l'ATV.
4. À cet égard, il convient de noter que les modifications apportées aux règles d'origine des États-Unis ont modifié la définition de certains articles confectionnés si bien que ceux-ci sont aujourd'hui réputés être en coton même s'ils ne contiennent que 16 pour cent de leur poids en coton. Avant cette modification, ces produits ne pouvaient être considérés comme des articles en coton que si leur principale composante en poids était le coton. C'était d'ailleurs la disposition prévue dans les accords bilatéraux antérieurs à l'ATV qui constituaient le fondement des restrictions reprises de l'AMF et notifiées à l'OSpT au titre de l'article 2 de l'ATV.

¹ Voir le document G/TMB/N/474.

5. Il apparaît qu'en raison de la modification susmentionnée de la définition de ces produits, un plus grand nombre d'exportations qu'auparavant ont été classées et comptabilisées dans la catégorie des articles en coton. Ainsi, par exemple, les produits exportés comme relevant de la catégorie 666 des États-Unis (autres articles d'ameublement de fibres synthétiques ou artificielles) étaient aujourd'hui classés et comptabilisés dans les catégories 360, 361, 362 (taies d'oreiller, de coton, draps et dessus de lit, respectivement), etc., catégories pour lesquelles un certain nombre de Membres exportateurs avaient des taux élevés d'utilisation des contingents. La modification apportée s'est donc traduite par une réduction effective de l'accès (ou, autrement dit, par l'élargissement de la portée et de l'incidence des restrictions pertinentes), contrairement à l'article 2:4 de l'ATV, ce qui a entraîné une désorganisation des échanges commerciaux existants ainsi qu'une rupture de l'équilibre des droits et obligations au sens de l'article 4:2.

6. Deuxièmement, comme il est indiqué dans notre communication du 6 mai 2004, il y a eu des cas où la classification de certaines catégories de produits a été modifiée. Ces modifications ont parfois consisté à transférer des produits particuliers d'une catégorie vers une autre et/ou à classer dans une catégorie des produits qui n'appartenaient à aucune catégorie. Il a généralement été procédé à ces modifications unilatéralement, sans consultations ni information des Membres exportateurs affectés au sens de l'article 4 de l'ATV et comme celui-ci l'exige.

7. Outre ce qui a été mentionné ci-dessus, les modifications apportées ont tout d'abord eu des effets de désorganisation des échanges commerciaux, perturbant les différents plans d'activité ainsi que l'administration et l'utilisation des contingents. En outre, dans les cas où des produits ont été reclassés dans des catégories à forte demande pour lesquelles les contingents sont restreints, cela a rendu les contingents en question encore plus restrictifs.

8. Nous nous félicitons que l'OSpT ait demandé aux Membres appliquant des restrictions des renseignements sur les modifications apportées aux classifications. Nous sommes convaincus que les renseignements détaillés communiqués par ces Membres faciliteront l'examen de la question par l'OSpT et permettront de clarifier le point que nous cherchons à porter à son attention.

9. À ce propos, l'OSpT souhaitera peut-être également rappeler que, dans notre communication présentée à l'occasion du deuxième examen majeur, nous avons fourni des renseignements sur les modifications apportées par un Membre appliquant des restrictions. Il convient à cet égard de se reporter à l'annexe 8 du document G/TMB/N/403/Add.1 dont il est question au paragraphe 2 ci-dessus. Pour plus de commodité, une copie de cette annexe est également jointe à la présente.

10. En outre, d'autres exemples de modifications effectuées par un Membre, les États-Unis, depuis 2002, et dont nous avons connaissance, sont présentés dans un tableau joint à la présente lettre. Il convient de noter que, dans plusieurs cas, des produits particuliers ont été transférés des catégories 352, 359 et 459 (sous-vêtements et autres vêtements) vers d'autres catégories. Parmi les catégories vers lesquelles des produits ont ainsi été transférés, on peut citer les catégories à contingents restreints 341 (chemisiers et blouses, pour femmes et fillettes), 634 (manteaux, pour hommes et garçonnet), etc. Qui plus est, certains produits qui n'étaient auparavant pas considérés comme relevant d'une catégorie de l'ATV sont maintenant classés dans l'une de ces catégories. Ainsi, les housses de transport de fibres synthétiques ou artificielles et les embrasses de polyester figurent désormais dans les catégories 670 et 666, respectivement.

11. Il se peut que les renseignements demandés par l'OSpT aux Membres appliquant des restrictions révèlent d'autres cas de reclassifications analogues.

Nous espérons que les précisions ci-dessus faciliteront l'examen de l'OSpT.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, les assurances de ma très haute considération.

(signé)
K.M. Chandrasekhar
Ambassadeur/
Représentant permanent de l'Inde
auprès de l'OMC et
Président du BITV

Monsieur András Szepesi
Président
Organe de supervision des textiles
Organisation mondiale du commerce
Genève

ANNEXE 6 DU DOCUMENT G/TMB/N/403/Add.1**Modifications apportées aux règles d'origine des États-Unis applicables aux produits textiles et aux vêtements**

Les États-Unis ont modifié leurs règles d'origine applicables aux produits textiles et aux vêtements dans le cadre de leur Loi relative aux Accords du Cycle d'Uruguay. Ces modifications, entrées en vigueur en juillet 1996, introduisaient de profonds changements dans les règles antérieures à l'ATV.

L'UE a contesté ces modifications. À la suite d'un accord bilatéral, les États-Unis ont rectifié la situation principalement pour les produits dont l'exportation présente un intérêt pour l'UE, dans le cadre de l'article 405 de leur Loi de 2000 sur le commerce extérieur et le développement promulguée le 18 mai 2000. Ainsi,

- a) Pour les tissus transformés: l'origine est de nouveau conférée par le régime applicable avant 1996. En conséquence, on confère à ces tissus l'origine du pays dans lequel ils ont été teints et imprimés et s'ils ont fait l'objet d'au moins deux des opérations de finissage suivantes: blanchiment, rétrécissement, foulage, lainage, décatissage, amidonnage permanent, charge, impression en relief ou moirage.

Cependant, la même règle ne s'applique pas aux tissus de laine. Pour ceux-ci, l'origine demeure celle du pays où le tissu de base est fabriqué.

- b) Pour les articles confectionnés: pour 16 catégories spécifiées d'articles confectionnés, la modification apportée en 1996 établit l'origine comme étant celle du pays où le tissu écru de base a été fabriqué par tissage ou tricotage, sans tenir compte de toute autre transformation telle que la teinture et l'impression du tissu et la transformation ultérieure du tissu en articles confectionnés.

En ce qui concerne certains de ces 16 articles, la règle d'origine a été modifiée par la Loi de 2000 sur le commerce extérieur et le développement. Les produits concernés sont énumérés dans l'appendice accompagnant la présente note. Les nouvelles modifications sont résumées ci-dessous:

- i) Pour les articles confectionnés autres que de coton et de laine (c'est-à-dire uniquement pour les articles confectionnés en soie, en fibres synthétiques ou artificielles ou en autres fibres végétales), l'origine est désormais conférée par la teinture et l'impression. En conséquence, l'origine est le pays où le tissu de base est teint et imprimé et fait l'objet de deux ou plusieurs opérations de finissage (quel que soit cependant le lieu où il peut subir une transformation ultérieure).

Cependant, si ces mêmes produits sont fabriqués à partir d'un tissu de coton ou de laine, l'origine demeure réputée être le pays où le tissu de coton ou de laine de base est fabriqué.

- ii) En outre, la définition des articles manufacturés de coton a été élargie. Désormais, un article contenant 16 pour cent ou plus en poids de coton est considéré comme étant de coton.

- iii) Et pour tous les articles confectionnés, contrairement aux règles antérieures à l'ATV, le nouveau régime continue de ne pas tenir compte d'opérations de transformation comme la conception, la coupe, l'ourlage, la couture, etc., qui peuvent être effectués sur le tissu pour en faire des articles confectionnés.
- c) Pour les articles d'habillement, aucune autre modification n'a été apportée. En conséquence, l'origine est toujours déterminée sur la base des règles telles que modifiées et mises en œuvre avec effet à compter de juillet 1996.

APPENDICE À L'ANNEXE 6 DU DOCUMENT G/TMB/N/403/Add.1

Modifications apportées aux règles d'origine des États-Unis applicables aux produits textiles et aux vêtements

Règles d'origine des États-Unis

Traitement de 16 catégories spécifiées d'articles confectionnés

Produits pour lesquels les règles ont été modifiées en 1996			Ont-ils été affectés ou non par les modifications apportées en l'an 2000?
N° du Tarif douanier harmonisé		Désignation succincte	
1.	5609	Ficelles, cordes ou cordages	Non
2.	5807	Étiquettes, écussons, non brodés	Non
3.	5811	Produits en pièces, piqués, capitonnés, etc.	Non
4.	6209.20.5040	Couches en coton	Non
5.	6213	Mouchoirs et pochettes	Oui
6.	6214	Châles, écharpes, foulards	Oui
7.	6301	Couvertures	Non
8.	6302	Linge de lit, linge de table, linge de toilette, linge de cuisine	Oui en ce qui concerne les n° 6302.22, 29, 52, 53, 59, 92, 93, 99
9.	6303	Vitrages, tours de lits	Oui en ce qui concerne les n° 6303.92, 99
10.	6304	Autres articles d'ameublement	Oui en ce qui concerne les n° 6304.19, 93, 99
11.	6305	Sacs et sachets	Non
12.	6306	Bâches, tentes, articles de campement	Non
13.	6307.10	Serpillières et lavettes, chamoisettes, etc.	Non
14.	6307.90	Autres articles confectionnés	Non
15.	6308	Assortiments composés de pièces de tissus et fils, pour confection de tapis/nappes, etc.	Non
16.	9404.90	Couvre-pieds, coussins, édredons	Oui en ce qui concerne les n° 9404.90.85, 95
---	6117.10*	Châles, écharpes, foulards en bonneterie	Oui

* Ce numéro du Tarif douanier harmonisé n'a été inclus que dans la Loi de 2000.

Note: Ces 16 catégories de produits sont celles pour lesquelles la règle de 1986 déterminait qu'un produit était originaire du pays où était fabriqué le tissu de base écru.

ANNEXE 7 DU DOCUMENT G/TMB/N/403/Add.1

Journal of Commerce en ligne – 10 juillet 2000

Règles d'origine: Confusion croissante dans le secteur des textiles

John Peterson

Expliquant la motivation du Monty Python Flying Circus, John Cleese a déclaré un jour: "Dire des absurdités, c'est dire des choses qui n'ont aucune suite".

Cette remarque vient à l'esprit à la lecture de l'article 405 du nouveau projet de loi sur le commerce avec l'Afrique subsaharienne et les Caraïbes, qui modifie, une fois de plus, les règles d'origine déjà très bizarres que les États-Unis appliquent aux produits textiles et aux vêtements. Désormais, ces règles sont non seulement absurdes mais aussi quasiment incompréhensibles. Leur application sera un véritable casse-tête.

Tout a commencé en 1996 quand le Congrès a adopté la Loi relative aux Accords du Cycle d'Uruguay, dont l'article 334 établissait les règles d'origine applicables à certains produits importés, à savoir les textiles et les vêtements. Prenant le contre-pied de l'ancien critère de la "transformation substantielle", cet article édictait de nouvelles règles d'origine parfois bien étranges. Les vêtements étaient désormais considérés comme originaires non plus du pays où leurs parties étaient fabriquées, mais du pays où elles étaient cousues ensemble, et encore ce n'était peut-être pas le changement le plus absurde. Les autres modifications, quant à elles, ont été accueillies avec indignation ou incrédulité et ont donné lieu à des différends commerciaux.

Par exemple, en vertu des règles d'origine énoncées à l'article 334, tous les tissus étaient considérés comme originaires du pays où le tissu écru était fabriqué. Fort bien, mais le tissu "écru" n'a aucune utilité commerciale. En fait, les nouvelles règles ignoraient complètement les diverses opérations comme la teinture, l'impression et d'autres opérations de finissage, normalement effectuées pour transformer le tissu "écru" en tissus ayant une valeur commerciale. Ce changement était catastrophique pour l'industrie de transformation européenne, qui transformait de longue date le tissu "écru" fabriqué en Asie en tissus de grande qualité utilisés dans la fabrication de nombreux articles. Ces articles, qui étaient considérés auparavant comme originaires d'Europe (et qui, de ce fait, n'étaient pas soumis à contingent), étaient désormais réputés être originaires des pays asiatiques où le tissu était fabriqué, et étaient, partant, soumis à contingent.

Les règles de l'article 334 applicables à de nombreux produits textiles autres que les vêtements, tels que les foulards en soie, les couvertures de laine, les taies d'oreiller et les duvets), étaient tout aussi choquantes. Les douanes les ont interprétées comme si elles exigeaient que ces produits soient également considérés comme originaires du pays où le tissu de base était fabriqué à l'état "écru". Ce régime ne tenait pas compte des nombreuses opérations, comme le finissage, la coupe et la couture, qui étaient nécessaires pour obtenir le produit importé et qui, dans bien des cas (comme celui des duvets) représentaient jusqu'à 90 pour cent du coût du produit.

Ces règles d'origine qui faussaient les échanges n'ont pas tardé à irriter plusieurs partenaires commerciaux des États-Unis qui ont contesté l'article 334 devant l'Organisation mondiale du commerce. Les États-Unis, désireux de conserver leurs règles, ont, pour ainsi dire, "soudoyé" certains des plaignants (principalement les pays asiatiques) en augmentant leurs parts de contingent. Mais l'Union européenne, dont les produits n'étaient pas soumis à contingent, ne s'est pas laissée amadouer aussi facilement. Elle a porté l'affaire devant l'OMC, en invoquant, par exemple, le préjudice causé aux entreprises européennes de transformation et à celles qui produisaient des foulards en soie ou de

la literie. Face à une défaite probable à l'OMC, les négociateurs américains ont réglé l'affaire à l'amiable en acceptant de modifier les règles d'origine les plus controversées.

Mais au lieu de chercher une solution globale, les États-Unis se sont contentés d'apporter des modifications sélectives concernant uniquement les produits qui faisaient l'objet des plaintes les plus virulentes de l'UE, sans toucher aux autres règles d'origine. L'accord conclu avec l'UE a été transposé dans l'article 405 du récent projet de loi sur le commerce avec l'Afrique et les Caraïbes.

Et maintenant, les règles sont plus confuses que jamais. Nous allons en examiner quelques exemples, mais, avant cela, il vaut mieux oublier les règles de la logique car elles ne sont vraiment pas d'un grand secours.

Commençons par les tissus. L'article 405 rétablit la règle d'origine antérieure à la Loi relative aux Accords du Cycle d'Uruguay, ce qui signifie que les tissus sont de nouveau réputés être originaires du pays où ils sont teints, imprimés et soumis à au moins deux autres opérations de finissage spécifiées. Cela répond aux plaintes de l'industrie de transformation européenne.

Toutefois, cette modification ne concerne pas les tissus de laine (c'est-à-dire les tissus entièrement ou principalement en poids de laine, contenant, par exemple, 55 pour cent de laine et 45 pour cent de polyester). Leur origine est donc toujours le pays où ils sont fabriqués à l'état "écru". Mais qu'est-ce qui fait la différence entre le tissage de fils de laine et le tissage de fils de coton, de soie ou de fibres artificielles? La différence est, apparemment politique, mais elle n'est certainement pas d'ordre technique.

Voyons maintenant ce qui se passe dans le cas des articles textiles autres que les vêtements. (Le lecteur a intérêt à être bien assis!) Certains de ces articles, comme les couvertures (qui nécessitent peu d'assemblage) et les housses de couettes (qui en nécessitent beaucoup) ont toujours pour origine le pays où les tissus qui les constituent sont fabriqués à l'état écru. En revanche, d'autres articles, comme les cantonnières et tours de lits et les couvre-lits, sont réputés être originaires du pays où les tissus qui les constituent sont teints, imprimés et soumis à au moins deux autres opérations de finissage spécifiées. Sauf dans les cas où le tissu de base est entièrement ou principalement en poids de laine ou de coton, ou contient plus de 16 pour cent en poids de coton. C'est clair?

Non? Alors prenons un exemple. Supposons qu'un tissu contenant 80 pour cent de polyester et 20 pour cent de coton est fabriqué à l'état écru dans le pays A, puis expédié dans le pays B où il est teint, imprimé et soumis à au moins deux opérations de finissage. S'il est importé aux États-Unis, ce tissu sera considéré comme originaire du pays B aux fins de l'application des droits de douane et des contingents et du marquage.

Supposons maintenant que ce tissu est expédié du pays B vers le pays C où il sera coupé et cousu pour fabriquer un tour de lit, qui sera ensuite importé aux États-Unis. Dans ce cas, quel est le pays d'origine? Eh bien, vu que le tissu contient plus de 16 pour cent de coton en poids, le pays d'origine est le pays A où le tissu a été fabriqué à l'état écru.

Comment l'origine d'un produit manufacturé peut-elle bien "précéder" l'origine des matières qui le constituent? Au diable la logique!

Bien sûr, si le tissu utilisé pour fabriquer le tour de lit avait contenu 85 pour cent de polyester et 15 pour cent de coton, le produit aurait été considéré comme originaire du pays B, où le tissu a été fini. Mais en quoi il est différent de couper et coudre un tissu mélangé contenant 80 pour cent de polyester et 20 pour cent de coton, ou en contenant 85 pour cent et 15 pour cent. Là encore, la différence est apparemment politique. Aucun des experts de l'industrie textile que nous avons consultés ne voit la moindre différence pratique. Et, bien entendu, dans aucun des cas susmentionnés,

les règles d'origine ne tiennent pas compte des opérations effectuées dans le pays C, où le tour de lit est effectivement fabriqué.

En modifiant de façon insensée les règles d'origine qu'ils appliquent aux textiles, les États-Unis ont peut-être esquivé la plainte de l'UE devant l'Organisation mondiale du commerce. Mais les nouvelles règles semblent motivées beaucoup plus par le désir de protéger les producteurs américains de laine et de coton que par le souci d'apporter des modifications véritablement cohérentes. Nul doute que les nouvelles règles seront contestées devant l'OMC par les producteurs étrangers d'articles en laine et en coton.

En outre, l'adoption de règles d'origine aussi bizarres va à l'encontre des efforts faits par ailleurs pour faciliter les échanges. L'Accord du Cycle d'Uruguay sur les règles d'origine prévoyait la réalisation, dans un délai de trois ans, d'une étude confiée à l'Organisation mondiale des douanes, dans le but d'uniformiser les règles d'origine applicables aux produits faisant l'objet d'échanges internationaux. Cette étude est maintenant dans sa cinquième année et plus de 500 questions techniques litigieuses sont encore en suspens. L'OMC a participé directement à ces travaux et elle procédera à une évaluation vers la fin de l'année pour déterminer s'il faut poursuivre l'étude ou l'abandonner. L'application par les États-Unis de règles d'origine encore plus incohérentes dans le domaine des textiles ne fait qu'attiser la discorde dans ce qui est peut-être le secteur industriel le plus sensible et compromet tous les efforts déployés par l'OMC pour harmoniser les règles d'origine.

L'article 405 du projet de loi sur le commerce avec l'Afrique et les Caraïbes montre une fois encore qu'il est dangereux d'apporter des réponses purement politiques à des questions techniques.

Monty Python a présenté une fois une merveilleuse satire des élections parlementaires en Grande-Bretagne, dans laquelle le parti de la sottise s'opposait au parti de la sagesse. Si l'adoption aux États-Unis des nouvelles règles d'origine concernant les textiles était une opération politique, c'est manifestement le parti de la sottise qui l'a emporté.

John Peterson est associé chez Neville, Peterson et Williams à New York.

ANNEXE 8 DU DOCUMENT G/TMB/N/403/Add.1**Modifications apportées par les États-Unis à la classification des produits et aux prescriptions techniques pendant la période transitoire prévue par l'ATV****En 1995:**

1. Les douanes américaines ont modifié leurs décisions précédentes pour demander que le pays d'origine soit considéré comme étant le pays où le tissu était tissé pour produire des draps plats. Le produit utilisait du tissu tissé dans le pays A, coupé et ourlé, avec un passepoil ajouté dans le pays B, et expédié aux États-Unis. Auparavant, l'origine était conférée au pays dans lequel le tissu était transformé.
2. Les douanes américaines ont retenu des marchandises d'un importateur (caleçons style boxer de coton pour femmes) et ont établi qu'il s'agissait de shorts en coton tissé pour femmes relevant de la position 6204624055 du Tarif douanier harmonisé des États-Unis (TDH) et de la catégorie de contingent 348, et non de la position 61082100 du TDH et de la catégorie de contingent 352, comme l'importateur l'avait déclaré au début de 1995. Le Tribunal du commerce international a confirmé la déclaration de l'importateur en raison des caractéristiques physiques du produit et des éléments de preuve apportés au procès suivant lesquels ils sont conçus et commercialisés comme vêtements de dessous.
3. La corrélation de 1995 a été modifiée pour inclure cinq modifications relatives aux textiles et aux vêtements.
4. Les douanes américaines ont classé des rouleaux couleur porteurs de la feuille utilisés dans les imprimantes couleur à transfert thermique comme rubans encreurs pour machines à écrire et rubans encreurs similaires relevant de la position 96121090 du TDH. L'importateur les a déclarés comme pièces pour imprimantes relevant de la position 84733040 du TDH. Le Tribunal du commerce international a estimé comme l'importateur que les produits n'étaient pas des rubans encreurs pour machines à écrire.

En 1996:

1. Le Comité de la mise en œuvre des accords sur les textiles a publié un avis rappelant aux parties intéressées que les expéditions effectuées pendant une année, qui dépassent le niveau des contingents pour ladite année, sont contraires aux dispositions des accords. Il avait pour habitude d'imputer les expéditions en dépassement aux contingents applicables à la période contingentaire qui suivait immédiatement. Il dit maintenant qu'il se réserve le droit de refuser en permanence l'entrée de ces expéditions excédentaires.
2. Le Comité de la mise en œuvre des accords sur les textiles a modifié certains numéros de classification du TDH pour tous les contrôles à l'importation des marchandises inscrites dans les catégories 647W et 669P.
3. Les douanes américaines ont modifié leur Tarif douanier harmonisé de 1996, ce qui a affecté les produits relevant des positions 6117, 6217 et 6307.
4. La Commission de surveillance des produits de consommation cherche à rétablir les prescriptions en matière de collecte de renseignements concernant la réglementation donnant effet aux normes en matière d'ignifugation applicables aux tapis.

5. La corrélation de 1996 contenait des modifications touchant les catégories 229, 611, 618 et 629.
6. La Commission de surveillance des produits de consommation a modifié en septembre les normes en matière d'ignifugation applicables aux vêtements de nuit pour enfants.

En 1997:

1. Les douanes américaines ont mis en œuvre une obligation de déposer une caution minimale applicable à toutes les entreprises important des textiles, correspondant à 2 pour cent de la valeur de leurs importations de textiles de toutes provenances.
2. La corrélation de 1997 a été modifiée, touchant la catégorie 301. La Commission de surveillance des produits de consommation a modifié la corrélation à compter du 23 juin 1997. Les produits affectés sont classés sous la position 5205.

En 1998:

1. La Commission de surveillance des produits de consommation a annoncé la révision de la corrélation de 1998 pour les sacs isothermes recouverts de textile touchant les catégories 369, 670, 859 et 870.
2. Certains numéros de la classification du TDH ont été modifiés pour les produits relevant des parties de catégories 369L et 670L.
3. La Commission de surveillance des produits de consommation a apporté une modification à la corrélation de 1998 touchant les catégories 222 et 362.

Tableau (voir le paragraphe 10 de la présente lettre)

**EXEMPLES DE MODIFICATIONS APPORTÉES PAR LES ÉTATS-UNIS À LA CLASSIFICATION
DES PRODUITS TEXTILES ET DES VÊTEMENTS DEPUIS 2002**

Série	Désignation des produits	Précédente classification Catégorie n° du Tarif douanier des États-Unis		Nouvelle classification Catégorie n° du Tarif douanier des États-Unis	
1	Tabliers en tissu de coton pour nécessaires à barbecue	359	6211420080	aucune	8215200000
2	Mitaines de protection, de bonneterie, avec empaumure doublée de PVC	non connue	6116930800	non connue	6116939400
3	Jambières de bonneterie, en mélanges de fibres synthétiques ou artificielles et de laine	459	6117809530	non connue	6406991505
4	Vêtements pour le haut du corps, de coton dit "denim", sans manches, pour femmes	359	6211420070	341	6206302010
5	Caracos de coton, de bonneterie	339	6109100060	352	6109100077
6	Slips de tennis, de coton, pour femmes	352	6108210010	359	6114200060
7	Gants de fibres synthétiques ou artificielles, avec empaumure doublée de matière plastique	non connue	6116004600	631	6216005820
8	Vêtements pour le haut du corps, en tissus de fibres synthétiques ou artificielles, pour hommes	640	6211330040	634	6201933511
9	Shorts en tissus de fibres synthétiques ou artificielles, avec doublure de bonneterie, pour hommes	647	6203434030	659	6211111010
10	Shorts en tissus de fibres synthétiques ou artificielles, avec doublure de bonneterie, pour garçons	647	6203434030	659	6211111020
11	Housses de transport, de fibres synthétiques ou artificielles, pour ordinateurs portables	aucune	8471300000	non connue	4202128000
12	Trousses à outils, en matière textile	non connue	6307909989	non connue	4202929026
13	Embrasses, de polyester, tissées	aucune	6307909889	666	6304930000

Série	Désignation des produits	Précédente classification		Nouvelle classification	
		Catégorie n° du Tarif douanier des États-Unis		Catégorie n° du Tarif douanier des États-Unis	
14	Sacs à cordonnet, de fibres synthétiques ou artificielles non tissées, à usage unique, pour emballer une couette en duvet	non connue	4202923031	non connue	6307999889
15	Bords décoratifs, avec fil métallique	201	5607503500	201	5605009000
16	Fils à broder, de polyester, métallisés	201	5606000090	201	5605009000
17	Tissus de fibres synthétiques ou artificielles, enduits de matières plastiques alvéolaires	229	5903902500	229	5907006000
18	Vestons, en étoffes de bonneterie enduites de PVC alvéolaire, pour hommes	non connue	6113001005	aucune	3926209050